

REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice



RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER

ACCOMPAGNANT LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2008

Présenté

Au nom de M. Jean EYEGHE NDONG

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Par M. Paul TOUNGUI

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DU BUDGET POUR 2008	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
A. La conjoncture dans les principaux pays industrialisés	5
B. La conjoncture dans les pays en transition	6
C. La conjoncture dans les pays en développement	6
II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL	7
A. Les principaux secteurs d'exportation	7
B. Les autres secteurs d'activité	7
C. Le produit intérieur brut en 2007	9
D. L'emploi, les salaires et les prix	10
E. La balance des paiements prévisionnelle	11
F. La monnaie et le crédit	11
G. La situation des finances publiques	13
Les ressources	13
Les charges	14
A/- La dette publique	14
B/- Le fonctionnement	15
C/- L'investissement	15
Les ressources	15
Les charges	16
A/- La dette publique	17
B/- Le fonctionnement	17
C/- L'investissement	17
Les soldes budgétaires	18
Les recettes	18
Les recettes pétrolières	18
Les recettes hors pétrole	19
DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT	23
I. LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES	25
A- Les principales hypothèses	25
B- Les résultats de la projection	26
1. L'équilibre des biens et services	26
2. Les comptes des agents	26
II. POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT	27
A- Renforcement de l'assainissement et de la gestion des finances publiques	28
B- Poursuite de la diversification de l'économie et renforcement des infrastructures de base	32
C- Prise en compte de la dimension sociale de l'Ajustement	33
TROISIEME PARTIE : L'EQUILIBRE FINANCIER	36
I - L'équilibre des opérations budgétaires	38
A - Les ressources propres	38
B - Les dépenses courantes et les prêts nets	43
II - L'équilibre des opérations de financement	46
A - Les ressources d'emprunt	46
B - Les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits	46
C - L'affectation des résultats	48

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DU BUDGET POUR 2008

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'année 2007 est marquée par un ralentissement de l'activité économique mondiale dû essentiellement à la crise de l'immobilier aux Etats-Unis, aux tensions inflationnistes en Chine et à la hausse des cours du baril de pétrole et de certaines matières premières agricoles.

Cependant, en 2008, l'économie mondiale devrait observer un certain dynamisme qui se traduirait notamment par un rééquilibrage de la croissance entre les différents pôles géographiques. Ainsi, la croissance économique mondiale enregistrerait une progression de 5,2% contre 4,9% en 2007.

La coordination des politiques engagées par les pays de l'OCDE et les performances réalisées par les économies en transition et en développement participeraient à une meilleure orientation de l'activité économique internationale en 2008.

A. La conjoncture dans les principaux pays industrialisés

Aux **Etats-Unis**, après une année caractérisée par la crise des marchés financiers liés aux crédits immobiliers à risques, l'activité devrait connaître une embellie en 2008. Le pays enregistrerait ainsi une croissance de 2,8% contre 2% en 2007. L'inflation se stabiliserait à 2,6% en 2008 tandis que le chômage devrait s'accroître, passant de 4,8% à 5,1%.

Dans la **zone Euro**, la croissance dépasserait, pour la troisième année consécutive, son niveau tendanciel de 2%. Celle-ci connaîtrait, néanmoins, une légère décélération de 1/10^{ème} de point pour s'établir à 2,5% en 2008. Le taux de chômage de la zone se chiffrerait à 7,1% en 2008 contre 7,4% en 2007. L'inflation se stabiliserait à 2% sur la période.

En **Allemagne**, l'économie s'est engagée dans une reprise durable. Les bons résultats de la balance commerciale, la baisse de l'inflation et la bonne tenue de la consommation, dans un contexte de repli du chômage, soutiendraient cette tendance. Ainsi, le taux de croissance du PIB serait de 2,4% en 2008.

En **France**, après le ralentissement observé en 2007, l'activité économique se raffermirait en 2008 avec une hausse du PIB de 2,3% contre 1,9% l'année précédente. La baisse du chômage et le relèvement des salaires favoriseraient la croissance.

L'économie britannique, comme en 2007, enregistrerait une croissance de 2,5% en 2008 en raison de la forte consommation des ménages.

Au **Japon**, les perspectives de croissance en 2008 seraient de 2% contre 2,6% en 2007. Ce ralentissement s'expliquerait par une contraction des exportations et l'atonie de la demande intérieure.

B. La conjoncture dans les pays en transition

La bonne tenue de l'économie mondiale profiterait également aux pays en transition. En effet, l'ensemble des économies de l'Europe centrale et de l'Est croîtrait de 5%. En **Russie**, notamment, l'économie resterait bien orientée avec un taux du PIB de 6,8% en 2008, contre 7,5% en 2007.

C. La conjoncture dans les pays en développement

L'activité des pays en développement, quoiqu'en léger retrait, resterait dynamique, dans le sillage des économies des pays émergents tels que la **Chine** et l'**Inde**.

L'économie chinoise enregistrerait une croissance de 10,5% en 2008 contre 11,2% un an plus tôt. Celle-ci laisserait toutefois entrevoir des signes de surchauffe. L'Inde, devrait connaître un ralentissement de son économie en 2008 du fait, principalement, de la dégradation de sa balance commerciale. Toutefois, son PIB demeurerait robuste à 8,4% contre 9% l'année précédente.

En **Amérique latine**, le PIB moyen serait de 4,1% en 2008 contre 4,4% en 2007. Le **Brésil**, moteur économique de la zone, enregistrerait un taux de croissance du PIB de 4,2% en 2008 contre 4,4% en 2007.

L'**Afrique subsaharienne** devrait connaître une croissance de 6,4% en 2008 contre 6,9% en 2007. La forte demande extérieure en produits pétroliers et non pétroliers et l'investissement prévu dans le secteur agricole seraient les principaux facteurs de cette expansion.

La croissance du PIB dans les pays d'**Afrique du nord** devrait rester forte à 6% en 2008 sur la base des taux de croissance exceptionnellement élevés pour la **Mauritanie** et le **Soudan**, principalement, en raison des augmentations de la production pétrolière et gazière.

En **Afrique de l'Est**, le taux de croissance atteindrait 6% en 2008 contre 5,8% en 2007. L'**Ethiopie** et l'**Ouganda** seraient les principaux moteurs de cette progression.

Dans la **zone CEMAC**, la bonne tenue de l'économie mondiale ainsi que l'évolution favorable des cours du pétrole et des autres produits de base soutiendraient l'activité économique. Le PIB croîtrait de 6,3% en 2008 contre 5,2% en 2007.

II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL

A. Les principaux secteurs d'exportation

1. Le secteur pétrole

En 2008, la production de pétrole brut est prévue à 12,865 millions de tonnes contre 12,474 millions en 2007. Celle-ci serait en hausse de 3,1% en raison de la poursuite des efforts d'investissement de développement dans un contexte de fermeté des prix du baril du brut.

La persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché international maintiendrait le prix moyen du baril de pétrole gabonais en hausse de 25%, ce qui le porterait à 71 dollars contre 56,80 dollars en 2007.

2- Le secteur mines

La demande, sans cesse croissante, de l'acier et la reconstitution des stocks de minerai, sur le marché international en 2008, renforcerait la production de manganèse par Comilog. Celle-ci atteindrait 3,5 millions de tonnes de minerai, en progression de 7,7% par rapport à 2007.

3- Le secteur bois

L'activité du secteur forestier en 2008 tirerait profit des bonnes perspectives du marché international des bois tropicaux d'origine africaine, notamment sur le marché asiatique.

Cependant, les exportations enregistreraient une légère baisse en raison de la mise en application des quotas d'exportation de grumes aux entreprises d'exploitation forestière disposant d'une unité de transformation. Elles se situeraient ainsi à 1,765 million de mètres cubes contre 1,771 million de mètres cubes en 2007.

B- Les autres secteurs d'activité

1- Les industries de transformation

a) les agro industries

La branche meunière et avicole connaîtrait une activité morose en 2008, du fait de la fermeté des prix du blé observée sur le marché international depuis le début de l'année 2007. Aussi, la production et le chiffre d'affaires de la branche s'inscriraient en baisse en 2008.

Dans la branche des tabacs, l'année 2008 serait marquée par la stabilité de l'activité tant sur le plan industriel que commercial, en raison notamment de l'arrêt des exportations de scaferlatis¹ vers le Tchad.

Pour les huiles et corps gras, l'année 2008 augure de perspectives meilleures. Ainsi, l'achèvement des travaux de modernisation de la raffinerie et du conditionnement des produits finis de Siat Gabon, conjugué à l'embauche de récolteurs de régimes de palmes, favoriserait l'amélioration de la production sur les plans agronomique et industriel.

b) les autres industries

Le chiffre d'affaires des peintures s'établirait à 9 milliards de F.cfa dans un contexte de maintien des commandes des principaux clients et de l'introduction de nouveaux produits de gamme issus des nouvelles technologies.

Dans les industries de transformation des métaux, l'on envisage une production de 1.830 tonnes pour un chiffre d'affaires consolidé de 15,568 milliards de Fcfa. Cette performance serait liée au raffermissement des activités de la chaudronnerie et du chantier naval, au relèvement des prix après la hausse des cours des matières premières sur le marché international et au lancement des nouveaux produits.

Le chiffre d'affaires de l'imprimerie serait de 6,6 milliards de Fcfa suite au maintien des commandes des principaux clients et à une meilleure productivité.

2. Le bâtiment et les travaux publics

L'activité de ce secteur devrait s'améliorer en 2008, en raison des travaux d'aménagement et de réhabilitation du réseau routier national et du démarrage des travaux prévus dans le cadre des fêtes tournantes de l'indépendance dans la province de l'Estuaire.

3. L'eau et l'électricité

Le secteur énergie connaîtrait un raffermissement de l'activité en 2008. Ainsi, la production d'électricité serait en hausse de 4,6% et celle de l'eau croîtrait de 5,3%. Les importants travaux réalisés ces dernières années sur les stations de pompage et de traitement d'eau, sur la centrale d'Owendo par le passage du fioul lourd au gaz naturel et la réhabilitation du réseau de distribution d'eau, sont les principaux facteurs de cette évolution.

¹Tabac coupé en fines lanières pour la pipe et les cigarettes roulées à la main, Cf. Petit Larousse, ed. 2004

4. Les transports et télécommunications

L'activité des transports et télécommunications se consoliderait en 2008, du fait de l'embellie attendue dans le transport aérien, l'amélioration du réseau routier, l'augmentation du volume de marchandises transportées par voie terrestre et de la maîtrise des flux tant au niveau urbain que suburbain.

De plus, la poursuite de la réfection de la voie ferrée, l'augmentation de la production de la Comilog et la mise en exploitation du nouveau parc à bois de la Setrag induiraient un relèvement de l'activité ferroviaire, avec notamment une hausse des quantités transportées de manganèse et de grumes, mais également du nombre de voyageurs.

Dans les télécommunications, la croissance du secteur se poursuivrait en 2008, en raison du dynamisme des opérateurs de la téléphonie mobile s'appuyant sur l'extension de leur couverture réseau, dans un contexte d'achèvement du processus de privatisation de Gabon Télécom.

5- L'hôtellerie et la restauration

Le secteur de l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs connaîtrait, d'une manière générale, une importante baisse d'activité. Elle serait liée à la fermeture de certains hôtels de dimension internationale (Rapontchombo, Atlantique, Mont de cristal) suite à des difficultés de fonctionnement.

Ainsi, le chiffre d'affaires serait en retrait de 15,6% pour s'établir à 13,524 milliards de Fcfa en 2008.

C. Le produit intérieur brut en 2007

En 2007, l'activité économique devrait connaître une accélération, suite au redressement de la production pétrolière et à la consolidation des performances du secteur hors pétrole. Le produit intérieur brut (PIB) réel augmenterait de 5,6% après 1,2% l'année précédente.

Tableau n°1 : PIB réel (en %)

	2005	2006	2007
PIB total	3,0	1,2	5,6
Pétrole	-1,3	-10,4	4,6
Hors-pétrole	4,3	4,5	5,8

Source : DGE

Sur le plan sectoriel, tous les secteurs d'activité participeraient à l'amélioration de la croissance: +5,9% dans le tertiaire, +5,7% dans le secondaire et +4,9% dans le primaire.

Le secteur tertiaire profiterait de bonnes performances de ses principales branches motrices que sont les services (+5,8%), le commerce (+8,4%), ainsi que les transports et communications (+5,1%).

Le secteur secondaire bénéficierait du dynamisme de l'activité de toutes ses branches, avec notamment la reprise de la production du raffinage et de celle des autres industries.

Le relèvement de la production dans le secteur primaire résulterait principalement de l'augmentation de la production pétrolière (+4,6 %), du fait de l'amélioration des performances de certains champs, en dépit de la persistance de quelques problèmes techniques.

Du point de vue de la demande, la vigueur de l'activité économique en 2007 proviendrait aussi bien de la hausse des exportations totales (+5,0%) que de la demande intérieure relativement forte, tirée particulièrement par l'accroissement de la consommation totale et par l'investissement public et privé.

D. L'emploi, les salaires et les prix

En 2007, on assisterait à une amélioration sensible de l'emploi dans le secteur moderne, grâce notamment à la progression des effectifs des administrations publiques.

En effet, les recrutements dans la Fonction Publique, particulièrement dans les secteurs sociaux (Santé publique, Education et Actions sociales), occasionneraient l'accroissement des effectifs de l'Etat de 1.523 agents.

Le secteur privé quant à lui enregistrerait une hausse peu significative des effectifs, en raison de l'existence des capacités de production largement inutilisées dans les entreprises privées. En revanche, ceux des sociétés parapubliques reculeraient du fait de la poursuite des privatisations.

En ce qui concerne les revenus, compte tenu de la fermeté de l'activité économique, la masse salariale dans les secteurs privé et public poursuivrait son évolution positive.

S'agissant des prix, l'inflation serait de 5,5%, du fait, notamment, de la forte croissance des prix de certains produits alimentaires, des carburants et des effets continus du relèvement du Smig et de la valeur du point d'indice sur la consommation des ménages.

E. La balance des paiements prévisionnelle

Nonobstant le recul des transactions courantes, la balance globale serait excédentaire en 2007, en raison de la réduction significative des sorties des capitaux.

En effet, le solde des transactions courantes baisserait de 6,3% suite à la réduction du solde commercial, malgré l'amélioration du solde de la balance des services.

F. La monnaie et le crédit

A fin décembre 2007, la situation monétaire large, en rapport avec les évolutions du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, serait marquée par :

- ✍ une hausse de la masse monétaire (M2) ;
- ✍ un renforcement des avoirs extérieurs nets ;
- ✍ une progression du crédit intérieur ;
- ✍ une amélioration de la position nette du gouvernement.

Par ailleurs, la politique monétaire de la Banque centrale se caractériserait par une stabilité des taux directeurs, une réduction de l'objectif de refinancement et un renforcement de la politique de réserves obligatoires.

Tableau n°2 : Situation monétaire large (en milliards de Fcfa)

	déc-06	déc-07	déc.07/ déc.06
Disponibilités monétaires	617,8	724,8	17,3%
-monnaie fiduciaire	218,6	248	13,4%
-monnaie scripturale	399,2	476,8	19,4%
Quasi-monnaie	360,7	416,8	15,6%
Masse monétaire	978,5	1141,5	16,7%
Ressources extra monétaires	196,3	181,4	-7,6%
Total ressources	1174,8	1322,9	12,6%
Avoirs extérieurs nets	709,2	835,6	17,8%
Crédit intérieur	465,6	487,3	4,7%
-créances sur l'économie	555,5	638,7	15,0%
-créances nettes sur l'Etat	-89,9	-151,4	68,4%
Total contreparties	1174,8	1322,9	12,6%

Source : BEAC *Projection (programmation monétaire)

1. Les ressources du système monétaire

Les ressources du système monétaire croîtraient de 12,6%. Cette hausse serait due principalement au raffermissement de la masse monétaire.

En effet, la masse monétaire se raffermirait de 16,6% pour s'établir à 1.141,5 milliards de F.cfa en décembre 2007, en liaison avec la progression des disponibilités monétaires (17,3%) et de la quasi-monnaie (15,6%). Cette évolution traduirait le dynamisme du secteur hors pétrole, moteur de la croissance économique.

Les ressources extra-monétaires reculeraient de 7,7% et passeraient de 196,3 milliards de F.cfa en décembre 2006 à 181,4 milliards de F.cfa en décembre 2007. Cette situation serait consécutive au déclin des allocations de DTS qui passeraient de 14,8 milliards de F.cfa en 2006 à 10,6 milliards de F.cfa en 2007.

2. Les contreparties de la masse monétaire

Les avoirs extérieurs nets se consolideraient de 17,8% pour s'établir à 835,6 milliards de F.cfa en décembre 2007 contre 709,3 milliards de F.cfa en décembre 2006.

Cette tendance serait liée à la bonne tenue des cours des principaux produits d'exportation (le pétrole, le manganèse et le bois) et au traitement de la dette extérieure du Gabon par les bailleurs de fonds, notamment le Club de Paris, suite au programme conclu avec le FMI.

Le crédit intérieur augmenterait de 4,7%, sous l'impulsion des crédits à l'économie, alors que les créances nettes sur l'Etat s'inscriraient à la baisse. En effet, les concours bancaires accordés à l'économie croîtraient de 15% pour s'établir à 638,7 milliards de F.cfa en décembre 2007 contre 555,5 milliards de F.cfa en 2006.

Cette évolution traduirait l'effort d'investissement envisagé aussi bien dans le secteur privé (SEEG, SETRAG, SOGARA, OPRAG, etc.) que dans le public.

Les créances nettes sur l'Etat s'établiraient à -151,4 milliards de F.cfa en décembre 2007, contre -89,9 milliards de F.cfa l'année précédente, soit un repli de 68,4%. Cette évolution traduirait la poursuite de la politique d'assainissement des finances publiques menée dans le cadre du nouveau programme triennal conclu avec le FMI.

Ce désengagement conduirait à l'amélioration de la position nette du Gouvernement (PNG) qui passerait de -36,7 milliards de F.cfa en décembre 2006 à -100,7 milliards de F.cfa en décembre 2007.

3. La politique monétaire

L'orientation donnée à la politique monétaire par la Banque centrale en 2007 se traduirait par :

- ✍ une stabilité des principaux taux directeurs (TIAO et TIPP) ;
- ✍ une réduction de l'objectif de refinancement à 2 milliards de F.cfa au quatrième trimestre de l'année 2007 contre 8 milliards de F.cfa en 2006. Cet objectif serait maintenu pour le premier trimestre 2008, compte tenu de la situation de liquidité des banques locales jugée confortable ;
- ✍ un relèvement de la grille de rémunération des dépôts publics ;
- ✍ un renforcement de la politique des réserves obligatoires dans le but d'éponger l'excès de liquidité du système bancaire sous-régional et de rendre la politique des taux plus efficace.

G. La situation des finances publiques

1. Exécution 2005-2006

En **2005**, l'exécution du budget a été relativement conforme aux objectifs de l'accord de confirmation de 14 mois conclu entre le Gabon et le FMI (28 mai 2004 - 30 juin 2005) grâce notamment à la bonne tenue des cours du Brent.

Les ressources

Les recettes budgétaires recouvrées se sont établies à 1.317,4 milliards de F.cfa contre une prévision de 1.334,1 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2005, soit un taux de réalisation de 98,75%.

Cette performance s'explique essentiellement par un meilleur rendement des recettes provenant du secteur pétrolier qui représentent 66,4% des recettes totales recouvrées.

Tableau n°3 : Exécution des recettes budgétaires au 31 décembre 2005

Nature de recette (en milliards de Fcfa)	LFR 2005		
	Dotations	Exécution	Exéc.% LFR
Recettes pétrolières	778,3	874,5	112,4
Impôts sur les sociétés	211,6	281,3	132,9
Redevance (RMP)	252,7	241,4	95,5
CEPP	276,9	308,5	111,4
Autres	37,1	43,3	116,7
Recettes non pétrolières	555,8	442,9	79,7
dont Impôts et taxes directs	206,5	143,3	69,4
Impôts et taxes indirects	129,8	103,3	79,6
Recettes douanières	219,5	196,3	89,4
Emprunts	20,0	8,9	44,5
Affectés à l'Investissement	20,0	8,9	44,5
DONS	0,0	0,0	0,0
TOTAL Hors subvention Sogara	1354,1	1326,3	97,9

Sources : Loi de règlement 2005

En revanche, les ressources d'emprunt n'ont été mobilisées qu'à hauteur de 8,9 milliards de F.cfa contre une prévision de 20 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative.

Au total, l'ensemble des ressources mobilisées en 2005 s'est élevé à 1.326,3 milliards de F.cfa contre une prévision de 1.354,1 milliards de F.cfa, soit un taux de réalisation de 97,95%.

Les charges

En 2005, les charges ont été exécutées à hauteur de 1.152,6 milliards de F.cfa sur une dotation de 1.354,1 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 85%.

Tableau n°4 : Exécution des dépenses budgétaires au 31 décembre 2005

Nature de dépense (en milliards de Fcfa)	LFR 2005		
	Dotations	Exécution	Exéc.% LFR
SERVICE DE LA DETTE	600,9	443,8	73,8
Dette extérieure	322,5	250,7	77,7
Dette intérieure	278,4	193,1	69,4
FONCTIONNEMENT	538,2	554,4	103,0
Traitements & salaires	226,0	241,4	106,8
Biens & services	136,0	135,7	99,8
Transferts & interventions	176,2	177,3	100,6
INVESTISSEMENT	215,0	154,4	71,8
dont Finex	20,0	8,9	44,5
TOTAL DEPENSES HORS DETTE	753,2	708,8	94,1
TOTAL hors subvention sogara	1354,1	1152,6	85,1

Sources : Loi de règlement provisoire de 2006

A/- La dette publique

Les remboursements de la dette publique s'élèvent globalement à 443,8 milliards de F.cfa et représentent 33,7% des recettes recouvrées.

Ainsi, s'agissant de la dette extérieure, sur un service prévisionnel de 322,5 milliards de F.cfa, l'Etat s'est désengagé à hauteur de 250,6 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution relativement satisfaisant de 77,7% suite à une mobilisation plus accrue des recettes.

En ce qui concerne la dette intérieure, les règlements se chiffrent à 193,1 milliards de F.cfa pour une dotation de 276,3 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 70%.

B/- Le fonctionnement

L'exécution des dépenses de fonctionnement s'élève à 554,5 milliards de F.cfa contre une prévision de 538,2 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2005, soit un dépassement net de 16,3 milliards de F.cfa.

En 2005, la **Solde permanente** a été exécutée à hauteur de 218,4 milliards de F.cfa contre une prévision de 202,8 milliards de F.cfa, soit un dépassement de 15,5 milliards de F.cfa. Cette situation résulte principalement de l'augmentation des effectifs, des effets des glissements catégoriels, de l'établissement de nouvelles soldes globales forfaitaires et du maintien en activité de certaines catégories d'agents au-delà de la limite d'âge.

Les dépenses relatives à la **main d'œuvre non permanente** (MONP) ont été exécutées pour un montant de 23,104 milliards de F.cfa pour une prévision de 23,164 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative pour l'année 2005, soit un taux d'exécution de 99,7%. L'application des mesures de gestion, notamment l'informatisation des salaires journaliers de l'intérieur du pays (effective à ce jour dans cinq provinces) le contrôle des effectifs, le gel de certains emplois relevant de la fonction publique, explique la maîtrise de ce poste de dépense.

En dépit de la pression exercée par les consommations d'eau, d'électricité, de téléphone et les dépenses de transport et déplacement, l'exécution des dépenses relatives aux **biens et services** s'est élevée à 135,7 milliards de F.cfa pour une prévision de 136 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 99,8%.

Les dépenses de **transferts et interventions** ont été exécutées pour 177,3 milliards de F.cfa contre une prévision de 176,2 milliards de F.cfa. Les dépenses relatives aux bourses et accessoires de bourses, les subventions aux entreprises et les pensions restent toutefois une préoccupation en raison du poids qu'elles représentent au niveau du titre *Transferts et interventions*.

C/- L'investissement

Le budget d'investissement a été exécuté à hauteur de 154,4 milliards de F.cfa pour une prévision de 215 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2005, soit un taux d'exécution de 71,8%.

En **2006**, l'exécution du budget se caractérise par la bonne tenue des cours du baril de pétrole gabonais qui a enregistré une hausse de 9,8 dollars américains par rapport à l'année 2005. En effet, le prix annuel moyen du baril de pétrole gabonais s'est établi à 60,3 dollars américains en 2006 contre 50,5 dollars américains en 2005.

Les ressources

L'ensemble des ressources mobilisées en 2006 s'est élevé à 1.640,7 milliards de Fcfa contre une prévision de 1.519,9 milliards de Fcfa, soit un taux de réalisation de 107,9% dû au surplus de financements extérieurs.

Les recettes budgétaires (hors SOGARA) recouvrées se sont établies à 1.564,3 milliards de Fcfa contre une prévision de 1.509,9 milliards de Fcfa dans la loi de finances rectificative, soit une plus value de 54,4 milliards de Fcfa.

Cette performance s'explique principalement par le rendement des recettes provenant du secteur pétrolier qui représentent 72,5% des recettes totales recouvrées.

Tableau n°5 : Exécution des recettes budgétaires au 31 décembre 2006

Nature de recette (en milliards de Fcfa)	LFR 2006		
	Dotations	Exécution	Exéc. % LFR
Recettes pétrolières	1057,7	1134,4	107,3
Impôts sur les sociétés	279,5	300,8	107,6
Redevance (RMP)	297,2	232,9	78,4
CEPP	328,9	469,1	142,6
Autres	42,1	69,7	165,7
Transfert SOGARA	110,0	61,9	56,3
Recettes non pétrolières	562,2	491,8	87,5
dont Impôts et taxes directs	200,6	187,8	93,7
Impôts et taxes indirects	127,6	82,6	64,7
Recettes douanières	234,0	221,3	94,6
Emprunts	10,0	76,4	763,7
Emprunts d'Equilibre	0,0	14,2	0,0
Affectés à l'Investissement	10,0	62,2	622,0
DONS	5,3	0,0	0,0
TOTAL Hors subvention sogara	1519,9	1640,7	107,9

Sources : Loi de règlement provisoire de 2006

De même, les ressources d'emprunt ont été mobilisées au-delà de la prévision de 10 milliards de Fcfa arrêtée dans la loi de finances rectificative. Elles s'établissent à 76,4 milliards de F.cfa soit un excédent de 66,4 milliards de Fcfa.

Les charges

En 2006, sur un ensemble de crédits ouverts d'un montant de 1.391,6 milliards de Fcfa, 1.491,5 milliards de Fcfa ont effectivement été consommés.

Tableau n°6 : Exécution des dépenses au 31 décembre 2006

Nature de dépense (en milliards de Fcfa)	LFR 2006		
	Dotations	Exécution	Exéc.% LFR
SERVICE DE LA DETTE (1)	629,6	546,4	86,8
Dette extérieure	330,6	348,9	105,5
Dette intérieure	298,9	197,5	66,1
FONCTIONNEMENT (2)	562,1	694,6	123,6
Traitements & salaires	241,0	265,4	110,1
Biens & services	156,8	155,7	99,3
Transferts & interventions (hors Sogara)	164,2	273,6	166,6
INVESTISSEMENT (3)	200,0	250,4	125,2
dont Finex	10,0	62,2	622,0
TOTAL (2) + (3)	762,1	945,1	124,0
TOTAL	1 391,6	1 491,5	107,2

Sources : Loi de règlement provisoire de 2006

A/- La dette publique

Les règlements de la dette publique s'élèvent globalement à 546,4 milliards de F.cfa et représentent 35% des recettes recouvrées.

Ainsi, s'agissant de la **dette extérieure**, sur un service prévisionnel de 330,6 milliards de F.cfa, l'Etat s'est désengagé à hauteur de 348,9 milliards de F.cfa, soit un dépassement de 18,3 milliards de F.cfa imputable aux pertes de change.

Le désengagement vis-à-vis des **créanciers intérieurs** se chiffre à 197,5 milliards de F.cfa pour une dotation de 298,9 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 66%.

B/- Le fonctionnement

L'exécution des dépenses de fonctionnement s'élève à 694,6 milliards de Fcfa pour une prévision de 672,1 milliards de Fcfa dans la loi de finances rectificative 2006, soit un dépassement net de 22,5 milliards de Fcfa.

En 2006, la **Solde permanente** a été exécutée à hauteur de 239,9 milliards de F.cfa contre une prévision de 216,1 milliards de F.cfa, soit un dépassement de 23,8 milliards de F.cfa.

Les dépenses relatives à la **main d'œuvre non permanente** (MONP) ont été exécutées pour un montant de 25,5 milliards de F.cfa pour une prévision de 24,9 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative pour l'année 2006, soit un dépassement de 600 millions de F.cfa.

En dépit de la pression exercée par les dépenses de transport et les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone l'exécution des dépenses relatives aux **biens et services** s'est élevée à 155,7 milliards de F.cfa pour une prévision de 156,8 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 99,3%.

Les dépenses de **transferts et interventions** ont été exécutées pour 273,6 milliards de F.cfa contre une prévision de 274,2 milliards de F.cfa, soit un taux d'exécution de 99,8%.

C/- L'investissement

Le budget d'investissement a été exécuté à hauteur de 250,4 milliards de F.cfa pour une prévision de 200 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2006, soit un dépassement de 50,4 milliards de F.cfa.

2. Situation à fin juin 2007

Dans le domaine des finances publiques, le renforcement de la gestion budgétaire demeure l'objectif principal. Aussi, le déficit primaire hors pétrole devrait être contenu à 11,5% du PIB hors pétrole, à fin décembre 2007.

Parallèlement, la qualité et l'efficacité de la dépense ainsi que les procédures budgétaires seraient améliorées.

Les soldes budgétaires

Au terme du premier semestre 2007, l'objectif en matière de limitation du déficit du solde primaire hors pétrole a été atteint. En effet, celui-ci s'établit à 4,5% du PIBHP contre un plafond de 5,5%. Le bon rendement des recettes hors pétrole et la relative maîtrise des dépenses hors dette expliquent ces résultats.

Cependant, les efforts de mobilisation des ressources hors pétrole ne compensent pas encore le manque à gagner enregistré dans les recettes pétrolières. Ainsi, les excédents du solde primaire et du solde global (base ordonnancement) sont en décalage de 0,3 point par rapport l'objectif du programme. Ils représentent respectivement 5,8% et 4,6% du PIB contre une prévision de 6,1% et 5% du PIB.

Les recettes

Les recettes budgétaires, hors "recettes affectées au soutien des prix des carburants", recouvrées au cours du premier semestre 2007 sont évaluées à 733,3 milliards de F.cfa. Ce montant se décompose en recettes pétrolières pour 392 milliards de F.cfa et en recettes hors pétrole à hauteur de 341,2 milliards de F.cfa.

Ces recettes sont globalement en retrait de 38,1 milliards de F.cfa par rapport aux objectifs du programme du fait du manque à gagner observé dans les produits pétroliers.

Tableau n°7 : Exécution des recettes budgétaires au 30 juin 2007 (en milliards de F.cfa)

	LFI 2007 (a)	LFR 2007 (b)	Prév Prog à fin juin 2007 (c)	Exécution Juin 2007 (d)	Ecart (d)-(c)
Recettes pétrolières	1 011,0	938,0	445,2	392,0	-53,2
<i>Impôts sur les sociétés</i>	257,8	242,8		138,9	
<i>Redevance (RMP)</i>	288,7	259,6		131,3	
<i>CEPP</i>	318,8	337,6		121,8	
<i>Autres</i>	43,1	65,1			
Recettes non pétrolières	588,6	638,5	323,5	341,2	17,7
<i>dont Impôts et taxes directs</i>	201,9	226,0	107,1	115,5	8,4
<i>Impôts et taxes indirects</i>	129,3	131,8	65,4	60,1	-5,3
<i>Recettes douanières</i>	250,6	272,4	125,0	136,4	11,4
Dons	5,4	5,4	2,7	0,1	-2,6
TOTAL	1 605,7	1 581,9	771,4	733,3	-38,1

Sources : Comité statistiques, Trésor.

Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières (hors transfert SOGARA) se chiffrent à 392 milliards de F.cfa. L'objectif semestriel fixé à 445,2 milliards de F.cfa n'a pu être atteint. Le manque à gagner s'établit ainsi à 53,2 milliards de F.cfa. Les recettes pétrolières se décomposent en :

✍ impôts sur les sociétés : 138,9 milliards de F.cfa ;

- ✍ redevance minière proportionnelle : 131,3 milliards de F.cfa ;
- ✍ autres recettes pétrolières : 121,8 milliards de F.cfa.

Les recettes hors pétrole

Les revenus issus du secteur non pétrolier atteignent 341,2 milliards de F.cfa dépassant ainsi l'objectif du programme de 17,7 milliards de F.cfa. Cette performance est essentiellement liée à l'amélioration du rendement des impôts et taxes directs et des revenus du commerce extérieur qui progressent respectivement de 21,5% et 28% d'une année à l'autre.

Les impôts et taxes directs totalisent 115,5 milliards de F.cfa, soit 8,4 milliards de F.cfa au dessus du niveau attendu dans le cadre du programme. Ces résultats sont tirés par l'impôt sur les sociétés hors pétrole dont les retenues à la source et le produit du contrôle fiscal s'accroissent respectivement de 83% et de 30% par rapport à la même période de l'année précédente. La bonne tenue de l'activité des entreprises principalement dans la téléphonie mobile explique ces rendements.

De même, l'impôt sur les personnes qui s'établit à 34 milliards de F.cfa, grâce aux efforts conjugués de la Direction Générale des Impôts et du Trésor public, contribue à ce dynamisme.

Les impôts et taxes indirects, estimés à 60,1 milliards de F.cfa, accusent un manque à gagner de 5,3 milliards de F.cfa par rapport au programme même si leur recouvrement s'est accru de 14,7% comparativement à l'exécution au 30 juin 2006.

Cette contre-performance résulte essentiellement de la faiblesse de la TVA qui est en recul de 15%. Toutefois, cette baisse est atténuée partiellement par les plus values dégagées sur les autres impôts indirects et notamment la taxe sur le carburant qui a généré 12,4 milliards de F.cfa, soit 14% au-dessus de l'objectif programmé. Cette performance repose sur une progression de 25% de la consommation de gasoil suite à la mise en route par la SEEG de plusieurs centrales thermiques et sur la remise en cause de l'exonération dont se prévalait antérieurement la société Total Gabon.

Les recettes douanières, estimées à 136,4 milliards de F.cfa, se répartissent en droits et taxes à l'importation (DTI) pour 119 milliards de F.cfa et en droits et taxes à l'exportation (DTE) à hauteur de 17,4 milliards de F.cfa.

Le produit des DTI, dépassant l'objectif semestriel de 9,9 milliards de F.cfa, s'est amélioré par rapport à la même période de l'année précédente sous l'effet conjugué d'une croissance nette des importations, d'une meilleure prise en charge des marchandises et d'une bonne gestion des régimes d'exonération.

En matière de DTE, leur niveau de 17,4 milliards de F.cfa, en dépassement de 1,5 milliard de F.cfa par rapport à l'objectif du programme à fin juin, est en hausse comparativement aux réalisations du premier semestre 2006.

Ce résultat est en liaison notamment avec l'augmentation du volume des exportations de manganèse (27,8%), de grumes (19,5%) et de pétrole brut (3,9%).

Les réalisations **des autres recettes** sont de 3,2 milliards de F.cfa supérieurs aux repères du programme malgré le faible recouvrement de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM). En effet, elles se situent à 29,2 milliards de F.cfa contre 26 milliards de F.cfa attendus grâce au bon rendement des droits d'enregistrements, des produits miniers et des taxes forestières.

Les dépenses

Le niveau des dépenses exécutées au premier semestre 2007 s'établit à 690,2 milliards de F.cfa. Il intègre 449,6 milliards de F.cfa de dépenses hors dette et 240,6 milliards de F.cfa de remboursements de la dette publique.

Tableau n°8 : Exécution des dépenses au 30 juin 2007 (en milliards de F cfa)

Nature de dépense	LFI 2007 (a)	LFR 2007 (b)	Prév Prog à fin juin 2007 (c)	Exécution Juin 2007 (d)	Ecart (d)-(c)
SERVICE DE LA DETTE	573,99	577,3	242,9	240,6	-2,3
Dettes extérieures	326,9	333,1	166,5	164,8	-1,7
Dettes intérieures	247,1	244,2	76,5	75,8	-0,7
DGCP	74,8	74,9	33,8	33,7	-0,1
Trésor	131,6	131,6	13,6	12,8	-0,8
Autres dettes	40,8	37,8	29,1	29,3	0,2
FONCTIONNEMENT	709,4	697	345,5	350,5	5
Traitements & salaires	296,8	299,98	142,7	143,7	1
Biens & services	168,6	179,3	84,4	88,5	4,1
Transferts & interventions	243,9	218,0	118,4	118,3	0
dont SOGARA	102,6	34,6	20,4	25,6	5,2
FER		33	16,8	15	-1,8
INVESTISSEMENT	200	241,7	119	99,1	-19,4
dont Finex	10	40,8	21,0	32,9	11,9
TOTAL DEPENSES HORS DETTE	909,4	939	464,0	449,6	-14,4
TOTAL GENERAL	1483,3	1516,2	707	690,2	-16,7

Sources : Comité statistiques, DGB, Trésor

Les dépenses hors dette

L'exécution des dépenses hors dette, au 30 juin 2007, est globalement conforme aux plafonds arrêtés dans le cadre du programme (449,6 milliards de F.cfa. contre 464 milliards de F.cfa). Néanmoins, des dépassements sont observés au niveau de la masse salariale et des biens et services.

Les traitements et salaires ont été liquidés, avec 1 milliard de F.cfa de plus que prévu, à 143,7 milliards de F.cfa. Ce léger dépassement est essentiellement lié à :

- ✍ la révision de la rémunération des membres de la Cour Constitutionnelle et du système indemnitaire du personnel de cette Institution ;
- ✍ la reprise en solde, en application des dispositions du nouveau Statut Général de la Fonction Publique, des agents publics antérieurement radiés ;
- ✍ la prise en comptes des loyers ayant droit des magistrats hors classe ;
- ✍ la validation des fonctions de Haut Commissaire, Commissaire Général et Commissaire ;
- ✍ l'élargissement du loyer d'astreinte aux inspecteurs et conseillers pédagogiques de tous ordres d'enseignement ;
- ✍ la valorisation des salaires journaliers des agents des services provinciaux qui étaient inférieurs au SMIG.

Les biens et services sont évalués à 88,5 milliards de F.cfa, soit un dépassement de 4,1 milliards de F.cfa par rapport au plafond semestriel. Cette situation est imputable notamment aux :

- ✍ loyers des diplomates dont on ne maîtrise pas la réglementation des pays d'accueil ;
- ✍ entretiens et réparations du patrimoine immobilier de l'Etat dont la détérioration est accentuée par les intempéries ;
- ✍ fournitures et services professionnels dont les inscriptions budgétaires ne permettent pas d'honorer les engagements pris par l'Etat ;
- ✍ évacuations sanitaires et frais de formation.

Les transferts et interventions ont été exécutés à 118,3 milliards de F.cfa contre une prévision de 118,4 milliards de F.cfa.

Ce montant inclut, entre autres :

- ✍ 15 milliards de F.cfa de décaissement en faveur du FER ;
- ✍ 25,6 milliards de F.cfa de soutien aux prix du carburant ;
- ✍ 1,2 milliard de F.cfa au titre de la valorisation des pensions des militaires retraités et de la prise en compte des régimes spéciaux des différentes législatures ;
- ✍ 300 millions de F.cfa concernant la poursuite des opérations de sécurité découlant du contentieux électoral et du maintien du cordon de sécurité sur les frontières avec la Guinée Equatoriale.

L'investissement

Les dépenses en capital s'élèvent à 99,1 milliards de F.cfa contre un objectif semestriel de 118,5 milliards de F.cfa. Celles-ci ont été effectuées à hauteur de 66,2 milliards de F.cfa sur ressources propres (dont 13,9 milliards de F.cfa dans le cadre de la fête tournante du 17 août) et 32,9 milliards de F.cfa sur ressources extérieures.

Les financements extérieurs ont été mobilisés principalement pour :

- ✍ la construction de routes et ponts : 11,7 milliards de F.cfa ;
- ✍ l'extension de l'hôpital militaire, la construction des hôpitaux régionaux de Lambaréné, Tchibanga et Makokou et la réhabilitation des infrastructures sanitaires : 12,1 milliards de F.cfa ;
- ✍ la construction/réhabilitation des centres de formation professionnelle : 3,8 milliards de F.cfa.

La dette publique

Les règlements de la dette s'effectuent dans le strict respect des engagements pris dans le cadre du programme, notamment la non-accumulation des arriérés. À fin juin 2007, ils totalisent la somme de 240,6 milliards de F.cfa représentant 31,5% des recettes budgétaires totales.

Au titre de la dette extérieure, 164,8 milliards de F.cfa ont été remboursés dont 121,7 milliards de F.cfa en principal, et 43 milliards de F.cfa en intérêts en faveur, notamment de :

- ✍ Club de Paris (CP) : 104,7 milliards de F.cfa ;
- ✍ Club de Londres : 2,3 milliards de F.cfa ;
- ✍ multilatéraux : 15,2 milliards de F.cfa ;
- ✍ dette précédemment rééchelonnée (PCOD) : 25 milliards de F.cfa ;
- ✍ créanciers divers : 13,5 milliards de F.cfa ;
- ✍ autres bilatéraux : 3,7 milliards de F.cfa.

En matière de dette intérieure, les paiements au profit de la dette bancaire, la dette moratorisée et les conventions diverses atteignent à 33,7 milliards de F.cfa.

Les remboursements au FMI et à la BEAC se chiffrent à 12,8 milliards de F.cfa.

Les autres dettes s'élèvent quant à elles à 29,3 milliards de F.cfa dont 9,3 milliards de F.cfa de rappels, 13,8 milliards de F.cfa de coûts sociaux liés à la restructuration des entreprises publiques et 6,2 milliards de F.cfa de paiements au titre des arriérés dus aux sinistrés.

Au total, l'effort de désengagement de l'Etat vis-à-vis des créanciers locaux est évalué à 75,8 milliards de F.cfa, hors 19,8 milliards de F.cfa versés au profit du Club de Libreville.

DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

I. LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES

En 2008, la situation économique du Gabon serait influencée au niveau international par la faiblesse du dollar américain et par la hausse des cours des matières premières.

Sur le plan national, l'activité économique serait marquée par la consolidation des exportations de manganèse et par la poursuite de l'augmentation de la production pétrolière.

A- Les principales hypothèses

En 2008, du fait des efforts continus d'investissement entrepris sur les champs marginaux, la production pétrolière augmenterait de 3,1% par rapport à l'année 2007, pour s'établir à 12,865 millions de tonnes.

Les cours du baril de pétrole resteraient soutenus compte tenu de la forte demande mondiale, des tensions géopolitiques et de la faiblesse des capacités de raffinage aux Etats-Unis et en Chine.

Dans ce contexte, le prix moyen du baril de pétrole gabonais augmenterait de 25% par rapport à l'année précédente, et s'établirait à 71 dollars, tandis que le taux de change du dollar américain par rapport au F.cfa se replierait de 5,3%.

Tableau n°9 : Hypothèses du cadrage macroéconomique

<i>En milliards de Fcfa</i>	Prévisions		Variation
	LF2007	LF2008	LF08/07
Production pétrolière (en milliers de tonnes)	12 474	12 865	3,13%
Prix du baril de pétrole gabonais (en \$US)	56,8	71	25,00%
Taux de change du dollar US (en Fcfa)	504,2	477,6	-5,28%
Exportations de manganèse (en milliers de tonnes)	3250	3500	7,69%
Prix de vente de manganèse (\$US/tonne)	130,6	131,5	0,69%
Exportations de grumes (en milliers de m3)	1 771	1 765	-0,34%
<i>Okoumé</i>	850	833	-2,00%
<i>Ozigo</i>	6	8	33,33%
<i>Bois Divers</i>	915	924	0,98%
Prix export Okoumé (F cfa/m3)	104 923	108 595	3,50%
Prix export Ozigo (F cfa/m3)	95 970	99 329	3,50%
Prix export Divers (F cfa/m3)	146 374	151 497	3,50%

Source : DGE

Par ailleurs, en raison de la forte demande internationale de sidérurgie, notamment américaine et chinoise, et de l'augmentation des capacités de production de la Comilog, les exportations de manganèse augmenteraient de 7,7% pour se situer à

3,5 millions de tonnes. Le prix de la tonne de manganèse dans le même temps se négocierait à 131,5 dollars américains.

En ce qui concerne les grumes, les cours des essences devraient connaître une légère appréciation en 2008 en raison de l'expansion de la demande mondiale. Cependant, les exportations de grumes baisseraient légèrement de 0,3% suite au léger repli de l'Okoumé.

B- Les résultats de la projection

1. L'équilibre des biens et services

En 2008, l'activité économique connaîtrait un ralentissement lié à la décélération dans les secteurs pétrole et hors pétrole.

La croissance s'établirait ainsi à 4,2% et serait soutenue par la hausse de 4,5% des activités non pétrolières et de 3,1% de la production pétrolière.

Tableau n°10 : Evolution du PIB réel (en %)

	2006	2007	2008
PIB total	1,2	5,6	4,2
Pétrole	-10,4	4,6	3,1
Hors-pétrole	4,5	5,8	4,5

Source : DGE

L'activité serait stimulée par la demande finale intérieure en hausse de 4% et par la demande extérieure nette en progression de 26,2%.

En effet, ces performances résulteraient de l'accroissement de 3,9% de la consommation des ménages, de 6% de l'investissement total et de l'augmentation des exportations des matières premières.

2. Les comptes des agents

a) Les entreprises

En 2008, la production totale des entreprises progresserait de 8,3%. Cet affermissement proviendrait de l'amélioration de 9,9% de la production pétrolière et de 7,4% de l'activité non pétrolière. Cette évolution s'accompagnerait de l'augmentation de 6,4% des consommations intermédiaires. Il en résulterait un relèvement de 9,5% de la valeur ajoutée des entreprises.

b) Les ménages

La consommation des ménages serait soutenue par l'accroissement de la masse salariale globale lié à la vigueur de l'activité économique et à la revalorisation des salaires intervenue en fin 2006.

Dans une perspective de maîtrise des prix des produits de première nécessité, le taux d'inflation devrait s'établir à 3% en 2008, en retrait de 2,5 points par rapport à 2007.

c) Les administrations

La politique de l'Etat en matière de finances publiques resterait orientée vers la poursuite des efforts d'assainissement avec pour objectifs majeurs, l'optimisation des recettes fiscales, la maîtrise des dépenses publiques et la gestion optimale de la dette.

Ainsi, les recettes budgétaires devraient connaître une augmentation de 9,3%, en liaison avec l'accroissement de 9,6% des recettes non pétrolières et de 9,2% des recettes pétrolières.

d) Le reste du monde

En 2008, le solde excédentaire des biens et services non facteurs serait en hausse de 15,7% par rapport à l'année 2007. Cette progression proviendrait de la hausse des exportations totales de 9,8%.

II. POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

La politique économique du Gouvernement en 2008 sera marquée par la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord de confirmation triennal conclu avec le FMI en 2007.

Cet accord, qui s'inscrit dans le prolongement des grandes orientations du projet de société du Président de la République, a pour but de préparer l'économie à l'ère de l'après pétrole et de faire reculer résolument la pauvreté.

Aussi, tout en poursuivant les mesures énoncées dans le rapport économique et financier accompagnant la loi de finances rectificative de 2007, le Gouvernement a pour objectifs :

- ✍ la diminution significative du déficit budgétaire hors pétrole pour le rapprocher du niveau soutenable à long terme ;
- ✍ le renforcement de la gestion des finances publiques en vue notamment d'assurer l'intégration de toutes les recettes et dépenses dans le budget de l'Etat et d'améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense ;
- ✍ l'accélération des réformes structurelles, y compris la bonne gouvernance, et le développement des infrastructures de base afin de promouvoir un environnement favorable au secteur privé.

Toutefois, au regard des expériences infructueuses enregistrées dans la conduite des programmes d'ajustement structurel, le succès de l'Accord de confirmation triennal signé avec le FMI passe aussi par la prise en compte de la dimension sociale de l'ajustement qui devrait compléter les actions de lutte contre la pauvreté déjà entamées.

A- Renforcement de l'assainissement et de la gestion des finances publiques

Les politiques budgétaires procycliques ont été, par le passé, l'une des principales causes de la vulnérabilité macroéconomique. En effet, les phases de booms pétroliers ont souvent alterné avec les phases d'ajustement liées à la baisse des cours du pétrole.

Aussi, dans le but de réduire la vulnérabilité de l'économie à l'instabilité des cours du pétrole et aux fluctuations du dollar américain, le Gouvernement poursuit la stratégie d'ajustement budgétaire afin de gérer les finances publiques sur des bases viables à long terme. L'objectif est de ramener, d'ici à 2011, le déficit primaire non pétrolier à environ 6% du Pib non pétrolier.

A cet effet, après avoir atteint 18% du Pib hors pétrole en 2006, le déficit primaire non pétrolier devrait être ramené à 11,5% en 2007 et à 10% en 2008.

La réalisation de cet objectif passe essentiellement par la poursuite des efforts dans la mobilisation des recettes et dans la maîtrise des dépenses.

1. Les recettes

Renforcement de la transparence de la gestion des recettes pétrolières

Le Gouvernement a institué depuis le 10 juillet 2006 une Commission de Suivi des recettes pétrolières (COSUREP), constituée des administrations en charge des Finances et des Hydrocarbures, afin de faciliter le partage de l'information sur la gestion de ces recettes.

Cette commission a pour principales missions d'identifier toutes les recettes pétrolières de l'Etat, d'aider les autorités à élaborer les prévisions de recettes pétrolières et d'identifier les mesures à mettre en œuvre.

Elle est également chargée de suivre les travaux d'élaboration d'un modèle de projections et de vérification comptable des recettes pétrolières.

En 2008, la COSUREP veillera à ce que toutes les recettes pétrolières, y compris les provisions dites d'investissements diversifiés (PID) et d'investissements hydrocarbures (PIH), soient inscrites de façon transparente dans la loi de finances.

La réflexion commencée en 2007 sur les différentes exonérations en vigueur qui réduisent l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de l'impôt sur les personnes physiques et des droits de douane, doit déboucher sur l'inventaire de toutes les dépenses fiscales.

Sur cette base, sera entamée, dès 2008, une réforme profonde des exonérations.

2. Les dépenses

En 2008, malgré la forte pression sur les dépenses publiques du fait de l'application du nouveau statut général de la Fonction Publique, du prochain reversement dans la Fonction Publique des agents des entreprises parapubliques restructurées, de la prise en charge des agents des assemblées départementales, de l'élargissement et de la modernisation de l'Administration, le Gouvernement maintiendra les efforts déployés au cours de ces dernières années pour améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense publique.

A cet effet, l'accent sera mis notamment sur la maîtrise et l'amélioration de la gestion des dépenses publiques.

Maîtrise de la dépense publique

La masse salariale

La masse salariale reste une préoccupation dans le cadre de la gestion des finances publiques.

Afin de contenir cette dépense dans la limite des plafonds arrêtés, 311 milliards de F.cfa en 2008, des mesures seront prises, notamment pour la mise en application des nouvelles dispositions relatives au recrutement dans la Fonction Publique. Celles-ci sont énoncées à l'article 112 de la loi n°01/2005 portant statut général de la Fonction Publique.

Conformément aux dispositions de cet article, le recrutement dans la Fonction Publique est subordonné à l'existence, non seulement, des emplois déclarés vacants parmi les emplois inscrits au budget de l'Etat, mais aussi d'un plan de recrutement qui indique le nombre et le profil des agents à recruter.

Ainsi, pour l'exercice budgétaire 2008, la programmation du recrutement concernerait 1.517 dossiers validés par le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative et de la Modernisation de l'Etat. Le coût mensuel de ce recrutement est évalué à 399,5 millions de F.cfa, soit 4,794 milliards de F.cfa en année pleine.

Il est à noter que 75,43% des effectifs concernent les administrations de l'Education, de la Santé, des Affaires Sociales et des Finances.

La demande de recrutement est essentiellement constituée des lauréats des promotions 2005 et 2006 des différentes écoles, à savoir :

- ✍ l'Université des Sciences de la Santé (**USS**), l'Ecole Nationale d'Actions Sanitaires et Sociales (**ENASS**) ;
- ✍ l'Ecole Normale Supérieure (**ENS**), l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (**ENSET**) et les Ecoles Normales des Instituteurs (**ENI**) ;
- ✍ l'Institut de l'Economie et des Finances (**IEF**), l'Ecole Nationale d'Administration (**ENA**), l'Ecole Nationale des Régies Financières (**ENAREF**) de Ouagadougou et l'Ecole de Préparation aux Carrières Administratives (**EPCA**).

Tableau n°11 : Répartition des postes budgétaires à pourvoir par catégorie.

	Hors Statut	A1 / 01	A2 / 02	B1 / 03	B2 / 04	Total
Effectif	25	185	182	672	453	1.517
Effectif en %	1,65	12,20	12,00	44,30	29,86	100,00
Coût annuel en millions de F.cfa	165,24	861,780	633,462	2.098,404	1.035,016	4.793,902

Source : Direction Générale du Budget

Par ailleurs, la confection des programmes de perfectionnement, la reconversion des agents et l'élaboration des plans de recrutement sont exigées.

La dette publique

Sur la période 2007-2022, la dette publique demeurera viable. En effet, au regard de la richesse potentielle et des nouveaux engagements contractés par l'Etat, le ratio de solvabilité (Encours/PIB) baisserait pour se limiter en moyenne à 11,4%. Il sera ainsi inférieur au seuil de 70% fixé par les instances communautaires de la CEMAC. De même, le ratio de liquidité (Service/Recettes), s'améliorerait sur la période à 11% en moyenne contre une limite communautaire de 20%.

Toutefois, sur les cinq (5) prochaines années, le service de la dette continuera à exercer une pression sur le budget de l'Etat en raison des engagements liés aux 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} Club de Paris. Cette situation pourrait créer des tensions de trésorerie dommageables pour l'exécution des autres dépenses budgétaires, notamment les programmes nécessaires au soutien de la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté.

La correction de la distorsion entre le profil de la solvabilité de l'Etat et l'évolution à court et moyen termes de la liquidité budgétaire (25,6% en 2007 et 24% en 2008) conduit le Gouvernement à :

- ✍ poursuivre l'application des mesures visant à améliorer le coût du portefeuille, principalement l'allongement de la maturité moyenne et la réduction des taux d'intérêts ;
- ✍ finaliser le dossier relatif au rachat des dettes les plus onéreuses.

S'agissant de ce dernier volet, les discussions entamées avec les créanciers extérieurs en vue du règlement anticipé de la dette publique ont abouti avec son acceptation le 18 juillet 2007 par les créanciers du Club de Paris.

Pour les créanciers qui le souhaiteraient, le remboursement anticipé se fera entre le 02 décembre 2007 et le 30 janvier 2008.

Les remboursements anticipés de la dette dans cette période d'embellie renforceront les positions extérieure et budgétaire en réduisant les paiements d'intérêts annuels ainsi que la vulnérabilité aux chocs futurs.

Le Gouvernement se prépare à lever les fonds sur les marchés financiers internationaux et régionaux.

A cet effet, une opération d'évaluation des risques souverains (données économiques, gouvernance) par les agences indépendantes de notation (FITCH, STANDAR&POOR'S et MOODYS) est en cours.

Amélioration de la gestion des dépenses

En matière de **préparation du budget** de l'Etat, le Gouvernement œuvre pour une meilleure coordination entre le Ministère de la Planification, le Ministère des Finances et les Ministères sectoriels et une rationalisation des budgets de fonctionnement et d'investissement.

A cet effet, la préparation du budget de l'Etat se fera désormais dans le contexte d'un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT). Pour ce faire, les administrations finaliseront en 2008 leurs programmes d'actions prioritaires (PAP). Les programmes seront regroupés par objectifs stratégiques avec des chronogrammes détaillés et des besoins de financement bien identifiés.

S'agissant spécialement de l'investissement, l'on procèdera :

- ✍ au retrait des projets arrivés à maturité, conformément aux résultats du dernier contrôle d'exécution physique ;
- ✍ à l'intégration des charges récurrentes liées auxdits projets ;
- ✍ à la prise en compte des seuls nouveaux projets dûment étudiés et présentant une évaluation précise des coûts liés à l'exécution et à la mise en service.

En ce qui concerne la **présentation du budget**, la classification fonctionnelle sera finalisée avec la validation de la nomenclature par nature économique dans son volet investissement et l'éclatement des dépenses relatives à l'eau, l'électricité, le téléphone et la solde.

Pour ce qui est de l'amélioration du suivi et de l'efficacité de ***l'exécution du budget***, une réforme est en cours afin de renforcer la gestion de la trésorerie et de publier en temps réel des rapports fidèles sur l'exécution du budget.

Ainsi, des actions ont été entreprises pour ramener de 90 à 60 jours les délais de règlement du Trésor public en 2007 et à 30 jours en 2008.

B-Poursuite de la diversification de l'économie et renforcement des infrastructures de base

La volonté des autorités d'améliorer les performances de l'économie, suite au déclin programmé à moyen terme de la production pétrolière, conduit le Gouvernement à poursuivre la stratégie visant à relever le PIB hors pétrole à travers la politique de diversification.

La mise en œuvre de cette stratégie devrait contribuer à la réalisation de l'objectif d'un taux de croissance réel de 4,2% en 2008.

A cet effet, l'action du Gouvernement sera essentiellement axée sur la diversification de la base productive, ainsi que sur l'accélération des réformes structurelles et la bonne gouvernance.

Le renforcement des infrastructures de base (ports, aéroports, routes, etc.) participerait également à la dynamisation du secteur hors pétrole.

1. Diversification de la base productive

En 2008, le Gouvernement poursuivra sa stratégie de diversification de l'économie à travers la mise en œuvre des mesures déjà annoncées dans les rapports économiques et financiers accompagnant les lois de finances initiale et rectificative 2007². Celles-ci concernent notamment les domaines de l'agriculture, des mines, du tourisme et de la forêt, pêche et aquaculture.

2. Mesures structurelles et bonne gouvernance

Afin de promouvoir un environnement favorable au développement du secteur privé, principal moteur de création d'emplois, le Gouvernement mettra particulièrement l'accent, en plus des mesures déjà inscrites dans la loi de finances rectificative de 2007, sur le développement de la microfinance.

A cet effet, les activités de la Cellule Nationale de Microfinance, instrument du Gouvernement en matière de promotion de la microfinance, seront essentiellement

² Pages 30 à 35 du rapport économique et financier accompagnant la loi de finances initiale 2007 et pages 47 à 49 du rapport économique et financier accompagnant la loi de finances rectificative 2007.

axées sur les actions opérationnelles de la Cellule, d'un côté et, les actions d'encadrement des opérateurs de l'autre.

Les actions opérationnelles concernent :

- ✍ la constitution d'un fonds documentaire et la mise en place d'un site web, afin d'assurer la disponibilité actuarielle de l'information sur le développement de la microfinance au Gabon ;
- ✍ le renforcement des capacités des membres de la Cellule à travers notamment des séminaires de formation.

Les actions d'encadrement portent sur :

- ✍ la vulgarisation des nouvelles dispositions fiscales concernant l'activité de microfinance et application des orientations du Comité National de la Microfinance ;
- ✍ la professionnalisation des opérateurs à travers notamment l'information et la formation sur le nouveau plan comptable des établissements de microfinance (EMF) et les normes prudentielles ;
- ✍ la sensibilisation et vulgarisation de l'activité de microfinance auprès des populations les plus vulnérables, en particulier les femmes des zones rurales ;
- ✍ la surveillance de l'activité des EMF en exercice.

3. Infrastructures de base

Les orientations du Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) font de l'amélioration des infrastructures un soutien indéniable de la politique de relance de l'économie et de la lutte contre la pauvreté et la précarité. A cet effet, le Gouvernement a sensiblement renforcé au cours de ces deux dernières années les dépenses d'investissement dans le secteur des infrastructures.

Ainsi, parallèlement à la poursuite des principales actions contenues dans le collectif budgétaire de 2007, à savoir : la construction et l'entretien des routes, la réhabilitation et l'extension des équipements portuaires et aéroportuaires et la transformation des services de transport urbain, de nouvelles actions feront l'objet d'un financement de l'Etat. Il s'agit de :

- ✍ l'extension du réseau électrique Ntoun-Cocobeach ;
- ✍ la réouverture de l'embouchure de Sette-Cama ;
- ✍ la connexion de la fibre optique à la Maison de la radio.

C- Prise en compte de la dimension sociale de l'Ajustement

Sur le plan social, suite aux économies réalisées sur la réduction de la subvention à la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA) en 2007, le Gouvernement poursuivra un certain nombre de mesures à effet immédiat sur

l'amélioration du bien être des populations, particulièrement dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et de l'habitat.

Ces économies permettent également une meilleure couverture des programmes sociaux en cours d'exécution notamment dans le domaine de la promotion de la famille.

1. L'Education

En matière d'éducation, la politique de gratuité des frais d'inscription scolaire cible les ménages économiquement faibles, pour une dotation de **1 milliard de F.cfa**.

Le Gouvernement poursuivra aussi la distribution gratuite des manuels scolaires pour un montant de **2,372 milliards de F.cfa**. Cette action vise l'amélioration du ratio "un manuel par élève" dans les matières principales, permettant ainsi de mettre des manuels à la disposition des élèves du primaire, dans les écoles publiques pendant le temps d'enseignement.

Il est également prévu une enveloppe de **500 millions de F.cfa** pour l'équipement des établissements scolaires publics en tables bancs et bureaux.

2. La santé

Dans le domaine sanitaire, le Gouvernement poursuivra la construction des centres de paludisme pour **320 millions de F.cfa**, la réalisation des dispensaires, pour un montant de **370 millions de F.cfa** et l'achat des médicaments anti-rétroviraux pour **500 millions de F.cfa**.

3. La protection sociale

En matière de protection sociale, le Gouvernement poursuivra le programme d'aide aux personnes démunies. Une inscription de **2,161 milliards de F.cfa** est prévue à cet effet.

Par ailleurs, dans sa politique de prévention et de gestion des calamités, le Gouvernement dégagera une enveloppe de **1 milliard de F.cfa** pour faire face aux accidents notamment consécutifs aux intempéries.

S'agissant de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS), une dotation complémentaire de **1 milliard de F.cfa** sera affectée à la prise en charge des activités annuelles de cette structure.

En outre, la poursuite de l'appui au développement des micro-crédits et du fonds d'aide aux filles-mères sera maintenue avec des dotations respectives de **100 millions de F.cfa** et **1,3 milliard de F.cfa**.

4. L'habitat social

Le déficit en logements et les problèmes d'acquisition des actifs fonciers amènent le Gouvernement à engager une action plus dynamique et cohérente dans la promotion de l'habitat.

Ainsi, une contrepartie de **2 milliards de F.cfa** est prévue pour le lancement de la construction de 3.000 logements sociaux dans le lotissement d'Angondjé, par un groupe italo-chinois.

5. L'électricité et l'eau

Dans le souci d'améliorer davantage les conditions de vie des populations économiquement faibles, le Gouvernement poursuivra en 2008 la politique de gratuité d'eau et d'électricité. Un montant de **8 milliards de F.cfa** sera alloué à cet effet dont **7 milliards de F.cfa** au titre de l'électricité et **1 milliard de F.cfa** pour l'eau.

Par ailleurs, une dotation de **1,2 milliard de F.cfa** est prévue pour l'électrification et l'adduction d'eau dans la localité de Mékambo (**500 millions de F.cfa**) et la poursuite du programme d'hydro-électricité Angondjé-Cap Estérias (**700 millions de F.cfa**).

TROISIEME PARTIE : L'EQUILIBRE FINANCIER

L'EQUILIBRE FINANCIER

L'équilibre financier du budget de l'année 2008 est le reflet de la conjoncture nationale et internationale présentée dans les perspectives économiques. Il intègre également le contenu du programme de politiques économique et financière signé en mai 2007 par le Gouvernement et appuyé par le Fonds Monétaire International (FMI).

L'équilibre financier se caractériserait par un excédent des opérations budgétaires de 621,3 milliards de F.cfa qui couvrirait le déficit des opérations de financement.

Au total, le budget de l'année 2008 s'établirait à 1.798,1 milliards de F.cfa contre 1.624,9 milliards de F.cfa arrêtés en 2007. Il serait en hausse de 173,2 milliards de F.cfa.

I - L'équilibre des opérations budgétaires

Les opérations budgétaires retracent les ressources propres, les dépenses courantes et les dépenses d'investissement de l'Etat.

Tableau n°12 : Résumé des opérations financières de l'Etat

(En millions de F.cfa)	LFR 2007	LF2008	ECART LF 08/LFR 07	
1. Opérations budgétaires				
Ressources propres (+)	1 582 301	1 730 055	147 754	
Dépenses courantes (-)	814 474	834 407	19 933	
Dépenses en capital (-)	241 650	274 300	32 650	
Solde des opérations budgétaires (+/-)	526 177	621 348	95 170	

Sources : DGB, DGCDI, DGDDI, DGE

A - Les ressources propres

Tableau n°13 : Répartition des ressources propres

(En millions de F.cfa)	LFR 2007	LF2008	ECART LF08/LFR 07	
			VALEUR	%
Recettes pétrolières	938 000	1 023 900	85 900	9,16
Recettes hors pétrole (hors dons)	638 901	700 155	61 254	9,59
Dons	5 400	6 000	600	11,11
Total recettes hors pétrole (y compris dons)	644 301	706 155	61 854	9,60
Totale Ressources propres	1 582 301	1 730 055	147 754	9,34

Sources : DGCDI, DGDDI, DGE

Les ressources propres se décomposent en recettes non pétrolières évaluées à 706,2 milliards de F.cfa et en recettes pétrolières arrêtées à 1.023,9 milliards de F.cfa.

Elles s'élèveraient ainsi à 1.730,1 milliards de F.cfa contre 1.582,3 milliards de F.cfa prévus dans la loi de finances rectifiée de l'année 2007, soit une hausse de 147,8 milliards de F.cfa.

Cette amélioration résulte de l'augmentation conjuguée des recettes pétrolières (85,9 milliards de F.cfa) et des recettes hors pétrole (61,3 milliards de F.cfa).

1. Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières, évaluées à 1.023,9 milliards de Fcfa, seraient en hausse de 85,9 milliards de F.cfa par rapport au niveau de 2007. L'augmentation enregistrée se justifierait par la bonne tenue du prix du baril de pétrole et par une amélioration de la production.

Estimé à 56,8 dollars américains en 2007, le prix du baril de brut gabonais serait de 71 dollars américains. En effet, la persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché international maintiendrait le prix moyen du baril de pétrole gabonais en hausse de 25%.

Quant à la production, elle croîtrait de 391.000 tonnes pour s'établir à 12,865 millions de tonnes en fin d'année 2008, en raison de la poursuite des efforts d'investissement de développement dans un contexte de fermeté des prix du baril du brut.

Tableau n°14 : Les recettes pétrolières (en millions de F.cfa)

	LFR 2007	LF2008	ECART LF 08/LFR 07	
			VALEUR	%
Impôts sur les sociétés	242 800	278 907	36 107	14,87
Redevance	259 600	254 000	-5 600	-2,16
Contrats de partage de production	370 500	429 793	59 293	16,00
Autres recettes	65 100	61 200	-3 900	-5,99
Redevance superficière	500	470	-30	-6,00
Boni	2 000	1 880	-120	-6,00
Participations dans les sociétés pétrolières	62 600	58 850	-3 750	-5,99
Total recettes pétrolières	938 000	1 023 900	85 900	9,16

Sources : DGCDI, DGDDI, DGE

Les recettes issues du secteur pétrolier se répartissent en Impôt sur les sociétés, Redevance minière proportionnelle, Contrats de partage de production et autres recettes pétrolières.

Les recettes générées par l'"**Impôt sur les Sociétés**" s'établiraient à 278,9 milliards de Fcfa. Elles seraient en augmentation de 36,1 milliards de Fcfa par rapport à la loi de finances rectificative de 2007.

En baisse de 5,6 milliards de F.cfa par rapport au budget de l'année précédente, la "**Redevance Minière Proportionnelle**" est estimée à 254 milliards de F.cfa.

Avec la généralisation du régime de "**Contrat d'Exploration et de Partage de Production**" dans les champs pétroliers et l'augmentation de la production, les recettes ainsi générées s'élèveraient à 429,8 milliards de F.cfa contre 370,5 milliards de F.cfa dans le budget rectifié de 2007, soit une hausse de 16%.

Les **autres recettes pétrolières** s'inscriraient en baisse de 3,9 milliards de F.cfa par rapport à l'année antérieure pour atteindre 61,2 milliards de F.cfa.

Ces "autres recettes pétrolières" se composent notamment :

- ✍ des produits des participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières : 58,85 milliards de F.cfa ;
- ✍ de la redevance superficielle : 470 millions de F.cfa ;
- ✍ des boni sur attribution de permis : 1,8 milliard de F.cfa.

2. Les recettes hors pétrole (hors dons)

Tableau n°15 : Les recettes hors pétrole

Recettes hors pétrole (hors dons)	LFR 2007	LF2008	ECART LF 08/LFR 07	
			VALEUR	%
Impôts et taxes indirects	131 800	133 375	1 575	1,19
dont TVA	93 836	93 936	100	0,11
Impôts et taxes directs	182 800	219 535	36 735	20,10
Recettes douanières	272 400	299 500	27 100	9,95
Autres recettes hors pétrole	51 901	47 745	-4 156	-8,01
Total recettes hors pétrole et hors dons	638 901	700 155	61 254	9,59

Sources : DGCDI, DGDDI

Les recettes issues du secteur hors pétrole s'établiraient à 700,2 milliards de F.cfa dans le budget de 2008 contre 638,9 milliards arrêté en 2007, soit une hausse de 9,6%. Elles se décomposent en :

- ✍ impôts et taxes indirects ;
- ✍ impôts et taxes directs ;
- ✍ recettes douanières ;
- ✍ autres recettes hors pétrole.

S'agissant des **impôts et taxes indirects**, ils enregistreraient une hausse de 1,2%. Cette croissance serait tirée essentiellement par les performances sur :

- ✍ la taxe sur les assurances (824 millions de F cfa) ;
- ✍ la redevance d'usure de la route (684 millions de F cfa) ;
- ✍ la taxe spéciale immobilière (419 millions de F cfa).

En ce qui concerne les **impôts et taxes directs**, la diminution de l'impôt sur les personnes physiques (-3,426 milliards de F.cfa) serait largement compensée par l'augmentation de l'impôt sur les sociétés hors pétrole (40,161 milliards de F.cfa).

Cette hausse de l'IS hors pétrole serait imputable au dynamisme de l'activité en 2007 et au renforcement du dispositif de recouvrement.

Quant aux **recettes douanières**, elles s'établiraient à 299,5 milliards de F.cfa contre 272,4 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative de l'année 2007. L'augmentation de 27,1 milliards de F.cfa de ces recettes proviendrait de la vitalité attendue de l'activité économique, d'une meilleure prise en charge des marchandises et de l'amélioration de la gestion des régimes d'exonération.

Les **autres recettes hors pétrole** connaîtraient une baisse de 4,2 milliards de F.cfa pour se fixer à 47,7 milliards de F.cfa en 2008.

3. Les dons

En augmentation de 600 millions de F.cfa, les dons seraient évalués à 6 milliards de F.cfa dans le budget 2008. Cette progression se justifierait par le reversement, dans le budget de l'Etat, du solde du compte ouvert à la BEAC pour le financement des activités du Troisième Programme d'Appui aux Réformes Economiques (PARE III) avec l'Union Européenne.

4. Les dépenses fiscales

La nécessité d'évaluer les dépenses fiscales.

La préoccupation première de l'évaluation du dispositif fiscal dérogatoire est d'apprécier le coût budgétaire des dépenses fiscales contribuant ainsi au renforcement de la transparence financière du budget général de l'Etat.

Ces mesures dérogatoires peuvent, en raison de leur effet sur les recettes publiques et des distorsions économiques qu'elles engendrent, compromettre l'efficacité du dispositif fiscal.

Au Gabon, l'on distingue *les dérogations à caractère général* (exonérations accordées à un ensemble de contribuables ou pour une activité économique donnée) des *dérogations à caractère particulier* (dispenses accordées à un contribuable dans le cadre des conventions d'établissement notamment).

Les objectifs des dépenses fiscales

Les exonérations fiscales poursuivent essentiellement des finalités sociale et économique, notamment :

- ✍ l'amélioration du pouvoir d'achat des classes les plus défavorisées à travers l'exonération de TVA sur les produits de grande consommation ou l'application d'un taux réduit sur les produits de première nécessité (lait, sucre, huile, riz, farine, etc.) ;
- ✍ l'encouragement du logement social, de l'agriculture, de la pêche ou de l'épargne ;
- ✍ la promotion de l'emploi ("crédits d'impôt nouvel embauche" accordés aux entreprises) ;
- ✍ l'incitation à la création d'entreprise (exonération d'impôts pour les sociétés nouvelles).

Pour l'année 2007, sur un total de 84 mesures dérogatoires recensées, 70 ont fait l'objet d'une évaluation et dégagent une dépense fiscale totale de 82 milliards de F.cfa.

Tableau n°16 : Dépenses fiscales 2007 (en millions de F cfa)

Impôts	Mesures sociales (ménages)		Mesures économiques (entreprises)		Autres mesures		TOTAL	
	Effectif	Coût	Effectif	Coût	Effectif	Coût	Effectif	Coût
Impôts sur les personnes	9	21 520	5	3 664	2	110	16	25 294
Impôts sur les sociétés	3	0	10	8 456	0	0	13	8 456
TVA	31	31 540	6	2 300	1	1 500	38	35 340
Droits d'accises	1	1 500	0	0	0	0	1	1 500
RUR	0	0	1	2 400	0	0	1	2 400
Taxes Forestières	0	0	5	8 450	0	0	5	8 450
Autres	0	0	10	576	0	0	10	576
	44	54 560	37	25 846	3	1 610	84	82 016

Source : DGI

Les mesures dérogatoires recensées d'ordre social sont évaluées à 54,6 milliards F.cfa et celles d'ordre économique 25,8 milliards de F cfa. Les autres mesures d'exonération sont estimées à 1,6 milliard de F cfa.

Au total, à fin juin 2007, les dépenses fiscales représentent près de 40% des recettes recouvrées par la Direction Générale des Impôts (204,8 milliards de F cfa).

B - Les dépenses courantes et les prêts nets

Elles comprennent les charges de la dette publique hors remboursement en capital des emprunts et conventions de crédits, les dépenses de fonctionnement, les prêts et avances.

1. Analyse globale

Tableau n°17 : Les dépenses courantes

	LFR 2007	LF2008	ECART LF 08/LFR 07	
			VALEUR	%
Paiements des intérêts de la dette	117 224	108 099	-9 125	-7,78
Fonctionnement	697 250	726 307	29 057	4,17
Total	814 474	834 406	19 932	2,45

Sources : DGCP, DGB.

Les dépenses courantes, en augmentation de 19,9 milliards de F.cfa par rapport au budget rectifié de l'année 2007, s'établiraient à 834,4 milliards de F.cfa.

Les paiements des intérêts de la dette s'élèveraient à 108,1 milliards de F.cfa contre 117,2 milliards de F.cfa prévus l'année précédente. Cette rubrique de dépenses connaîtrait une diminution de 9,1 milliards de F.cfa.

Quant aux dépenses de fonctionnement, elles connaîtraient une variation positive de 29,1 milliards de F.cfa par rapport au niveau arrêté en 2007, et se situeraient à 726,3 milliards de F.cfa.

Les prêts et avances enregistreraient une augmentation de 204,1 milliards de F.cfa en 2008 pour se chiffrer à 312,7 milliards de F.cfa.

2. Analyse détaillée

Les intérêts de la dette publique

Tableau n°18 : Répartition des intérêts de la dette publique

(En millions de F.cfa)	LFR 2007	LF2008	ECART LF 08/LFR 07	
			Valeur	%
Extérieurs	98 435	89 698	-8 736	-8,9
<i>Courant</i>	98 435	89 698	-8 736	-8,9
Intérieurs	18 789	18 401	-388	-2,1
<i>Courant</i>	18 789	18 401	-388	-2,1
<i>DGCP</i>	2 789	857	-1 933	-69,3
<i>TRESOR</i>	16 000	17 545	1 545	9,7
Total paiement d'intérêts	117 224	108 099	-9 125	-7,8

Sources : DGCP, DGST, BEAC

Les charges de la dette publique hors remboursement en capital s'élèveraient à 108,1 milliards de F.cfa en 2008. Elles seraient ainsi en baisse de 9,1 milliards de F.cfa par rapport au budget rectifié de 2007 et se décomposeraient en :

- ✍ dette extérieure : 89,698 milliards de F.cfa;
- ✍ dette intérieure : 18,401 milliards de F.cfa.

Les paiements d'intérêts de la dette extérieure

Les intérêts sur la dette extérieure comprennent :

- ✍ multilatérale : 9,67 milliards de F.cfa ;
- ✍ bilatérale : 67,979 milliards de F.cfa ;
- ✍ bancaire (Club de Londres) : 48,2 millions de F.cfa ;
- ✍ commissions et frais : 12 milliards de F.cfa.

Les paiements d'intérêts de la dette intérieure

Les règlements d'intérêts de la dette intérieure s'établiraient à 18,401 milliards de F.cfa contre 18,789 milliards de F.cfa dans le budget de l'exercice 2007, soit une baisse de 388 millions de F.cfa.

Ils se décomposent en :

- ✍ service courant DGCP : 856,53 millions de F.cfa ;
- ✍ intérêts sur la dette Trésor : 17,545 milliards de F.cfa.

Le service courant DGCP se répartit comme suit :

- ✍ bancaire : 313,5 millions de F.cfa ;
- ✍ moratoire : 267,81 millions de F.cfa ;
- ✍ divers : 275,23 millions de F.cfa.

Les paiements des intérêts de la dette Trésor se subdivisent en :

- ✍ agios BEAC : 10 milliards de F.cfa ;
- ✍ FMI : 1,545 milliard de F.cfa ;
- ✍ bons d'équipement : 6 milliards de F.cfa.

Le fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèveraient à 726,3 milliards F.cfa dans le budget de l'année 2008 contre 697,3 milliards de F.cfa arrêtés en 2007.

Cette rubrique intègre les dépenses relatives aux "traitements et salaires", aux "biens et services" et aux "transferts et interventions".

Tableau n° 19 : Les dépenses de fonctionnement

	LFR 2007	LF2008	ECART LF 08/LFR 07	
			VALEUR	%
Traitements et salaires	299 978	312 300	12 322	4,11
Biens et services	179 265	188 638	9 373	5,23
Transferts et interventions	218 007	225 369	7 362	3,38
Total	697 250	726 307	29 057	4,17

Source : DGB

Traitements et salaires

La masse salariale serait plafonnée à 312,3 milliards de F.cfa contre 300 milliards de F.cfa dans le budget de l'année 2007. Cette augmentation serait notamment liée aux nouveaux recrutements et aux glissements catégoriels³.

Biens et services

Les dépenses relatives aux "biens et services", arrêtées à 179,3 milliards de F.cfa dans le budget de 2007, connaîtraient une hausse de 9,4 milliards de F.cfa pour s'établir à 188 milliards de F.cfa. Cette augmentation permettrait de financer l'accroissement de la taille et la modernisation de l'administration avec notamment la mise en service de la cité de l'information et l'ouverture de nouvelles unités de soins à l'hôpital militaire.

Transferts et interventions

Les dépenses liées aux "transferts et interventions", en croissance de près de 11 milliards de F.cfa par rapport au plafond de l'année 2007, atteindraient 225 milliards de F.cfa. Cette évolution résulte principalement :

- ✎ du relèvement de 9,5 milliards de F.cfa de la subvention affectée au soutien des prix des produits raffinés ;
- ✎ de la prise en compte de nouveaux abonnés dans le cadre de la mesure sociale de gratuité de l'eau et de l'électricité pour 1,6 milliard de F.cfa ;
- ✎ de la budgétisation en année pleine du fonctionnement de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (+1 milliard de F.cfa).

Les dépenses en capital

Les dépenses en capital se situeraient à 274,3 milliards de F.cfa, soit une augmentation de 32,7 milliards de F.cfa par rapport à la loi de finances rectificative de 2007. Cet accroissement résulte du relèvement du niveau des financements extérieurs et des contres-parties y relatives.

Ainsi, le montant des dépenses d'investissement sur financements extérieurs (FINEX) s'établit à 68 milliards de F.cfa.

³ Cf. pages 30 et 31.

Tableau n° 20 : les dépenses d'investissement

	LFR 2007	LF2008	ECART LF 08/LFR 07	
			VALEUR	%
Dépenses de développement	190 520	244 104	53 584	28,1
Dépenses d'équipement	51 130	30 196	-20 934	-40,9
			0	
Total	241 650	274 300	32 650	13,51

Sources : DGB, CGPD

II - L'équilibre des opérations de financement

Les opérations de financement reprennent le solde des opérations budgétaires. Elles retracent ensuite les ressources d'emprunt de l'Etat, les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédit et l'affectation des résultats de l'année en cours ou des années antérieures.

A - Les ressources d'emprunt

Les ressources d'emprunt s'élèveraient à 68 milliards de F.cfa contre 42,6 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative de l'année 2007. Elles sont uniquement constituées d'emprunts liés aux opérations d'investissement⁴.

B - Les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits

Tableau n°21 : Répartition des remboursements en capital

	LFR 2007	LF2008	ECART LF08/LF 07	
			Valeur	%
Extérieurs	234 696	257 381	22 685	9,7
<i>Courant</i>	<i>234 696</i>	<i>257 381</i>	<i>22 685</i>	<i>9,7</i>
Intérieurs	225 422	119 257	-106 165	-47,1
<i>Courant</i>	<i>192 616</i>	<i>87 809</i>	<i>-104 806</i>	<i>-54,4</i>
DGCP	72 065	71 326	-739	-1,0
Trésor	115 551	11 484	-104 067	-90,1
Autres	5 000	5 000	0	0,0
<i>Arriérés</i>	<i>22 831</i>	<i>21 148</i>	<i>-1 683</i>	<i>-7,4</i>
Autres	22 831	21 148	-1 683	-7,4
<i>Dette aux agents</i>	<i>20 000</i>	<i>20 000</i>	<i>0</i>	<i>0,0</i>
<i>Arriérés 8ème Législature</i>	<i>200</i>	<i>0</i>	<i>-200</i>	<i>-100,0</i>
<i>Indemnisation des sinistrés</i>	<i>200</i>	<i>0</i>	<i>-200</i>	<i>-100,0</i>
<i>Autres arriérés</i>	<i>2 431</i>	<i>1 148</i>	<i>-1 283</i>	<i>-52,8</i>
<i>Restructuration</i>	<i>9 976</i>	<i>10 300</i>	<i>324</i>	<i>3,3</i>
Total remboursements en capital	460 118	376 638	-83 480	-18,1

Sources : DGCP, DGST, BEAC

⁴ Le détail de ces opérations d'investissement est repris dans une annexe "Tirages prévisionnels 2007-2010" accompagnant la loi de finances rectificative 2007.

Les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits se chiffrent à 376,6 milliards de F.cfa contre 460,1 milliards de F.cfa dans le budget de l'exercice précédent.

Ces remboursements se décomposent comme suit :

- ✍ créanciers extérieurs : 257,381 milliards de F.cfa ;
- ✍ créanciers locaux : 119,257 milliards de F.cfa.

Les remboursements en capital sur la dette extérieure

Fixés à 234,7 milliards de F.cfa en 2007, les remboursements en capital sur la dette extérieure augmenteraient de 22,7 milliards de F.cfa pour s'établir à 257,4 milliards de F.cfa.

Les remboursements courants en capital se répartissent de la manière suivante :

- ✍ dette multilatérale : 22,570 milliards de F.cfa ;
- ✍ dette bilatérale : 232,764 milliards de F.cfa ;
- ✍ dette bancaire (Club de Londres) : 2,047 milliards de F.cfa.

Les remboursements en capital sur la dette intérieure

En baisse de 106,2 milliards de F.cfa par rapport à la loi de finances rectificative de l'année 2007, les remboursements en capital de la dette intérieure s'élèveraient à 119,3 milliards de F.cfa, ventilés ainsi qu'il suit :

- ✍ service courant DGCP : 71,326 milliards de F.cfa ;
- ✍ service courant Trésor : 11,484 milliards de F.cfa ;
- ✍ service courant autres dettes : 5 milliards de F.cfa ;
- ✍ arriérés autres dettes : 21,148 milliards de F.cfa ;
- ✍ restructuration : 10,3 milliards de F.cfa.

C - L'affectation des résultats

Tableau n°22 : Détermination et affectation des résultats des exercices

<i>(en millions de F cfa)</i>	LFR 2007	LF2008	Ecart
1. Opérations budgétaires			LF08/LFR 07
Ressources propres (+)	1 582 301	1 730 055	147 754
Dépenses courantes (-)	814 474	834 407	19 933
Dépenses en capital (-)	241 650	274 300	32 650
Solde des opérations budgétaires (+/-)	526 177	621 348	95 170
2. Opérations de financement			
Solde des opérations budgétaires (+/-)	526 177	621 348	95 170
Ressources d'emprunts (+)	42 586	68 024	25 438
Remboursements en capital (-)	460 118	376 638	-83 480
Financement résiduel (+/-)	108 646	312 733	204 087
Solde des opérations de financement (+/-)	0	0	0
			0
3. Résultats			0
Résultat prévisionnel de l'exercice (+/-)	0	0	0
Résultat prévisionnel de l'exercice antérieur (+/-)	149 125	0	-149 125
Résultat cumulés des années antérieures (+/-)	-100 813	48 311	149 125
Solde à nouveau prévisionnel (+/-)	48 311	48 311	0

Sources : DGB, DGST, DGCP

L'exécution du budget de l'exercice 2008 se solderait par un résultat prévisionnel nul.

Ainsi, en tenant compte des résultats des années antérieures, le solde à nouveau du compte permanent des découverts du Trésor s'établirait ainsi à 48,3 milliards de F.cfa.

Fait à Libreville, le

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie,
des Finances, du Budget et de la Privatisation

Paul TOUNGUI